

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Un silence trouble

PLUSIEURS partis politiques se réclamant de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence ne se sont pas fait entendre, depuis les scandales révélés par l'opération anticorruption "Scorpion".

Juste **KOMBILE MOUSSAVOU**
Libreville/Gabon

DEPUIS le lancement de l'opération anticorruption "Scorpion", en dehors du Parti démocratique gabonais (PDG) et dans une moindre mesure le Centre des libéraux réformateurs (CLR), les autres formations politiques se réclamant de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence se sont murées dans un silence trouble. En n'encourageant pas les pouvoirs publics à poursuivre l'œuvre de salubrité publique impulsée par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Tout en ne condamnant pas non plus les agissements des personnalités qui ont été mordues par le dard du "Scorpion". Un comportement qui pourrait laisser plus d'un observateur interrogatif, d'autant plus que, au regard des premiers éléments d'enquête, le préjudice s'élèverait, pour l'État, à plusieurs milliards de nos francs!

On n'a pas entendu le Rassemblement des Gaulois (RG) de Max-Anicet Koumba, ni le Parti gabonais du centre indépendant (PGCI) de Carlos Okinda, encore moins le Bloc démocratique chrétien de Guy Mavioga ou l'Association pour le socialisme au Gabon (APSG)



Le président de l'UPN, Aimé-Christ Boda (C) et certains de ses partisans

de Nzanga Mapangou, L'Union pour le progrès national (UPN) d'Aimé-Christ Boda, etc. Et dire que tous ces partis politiques sont prompts à se précipiter lorsqu'il est question des rassemblements et autres réunions de leur camp politique.

C'est à croire que leurs dirigeants auraient oublié que l'appartenance à ce pan de l'échiquier

politique national suppose un soutien ferme, inconditionnel et sans équivoque aux actions menées par les pouvoirs publics. Une obligation d'autant plus importante que ces formations se répandent, très souvent, dans les médias en traînant leur mal-être, pour dénoncer la non-prise en compte de leur engagement dans la répartition des responsabilités.

Peut-on réellement s'étonner de cette attitude? En réalité, vraiment pas. Vu que, ces formations politiques ont quasiment, dans le meilleur des cas, pour la plupart d'entre elles, une implantation assez limitée. Quand, dans le pire des cas, elle ne se résume pas en la personne de leurs leaders. Du coup, lorsque des problématiques d'intérêt national se

font jour, elles se font discrètes, quand elles ne sont tout simplement pas aphones.

Évidemment, il ne devrait pas en être ainsi. Vu que, de par leur prise de position, et au vu de leur nombre, elles pourraient peser, dans une certaine mesure sur le débat public. Et, à défaut, de jouer aussi le rôle d'éducateur des masses.

Entre-nous

2019, frasques, scandales et espoirs!

NOUS quittons cette année 2019, comme nous y étions entrés avec fracas, éclats et véhémence. Que d'événements inédits, de circonstances et de situations épiques. Nous n'avons pas la prétention de dresser un tableau récapitulatif, mais de tracer quelques faits saillants qui ont émaillé le parcours de cette année 1440 de l'hégire. À peine, finissons-nous de célébrer dans l'allégresse la "bonané", que Radio Gabon nous annonçait par un communiqué surréaliste, que le péril Kaki nous guettait. L'illumine capitaine Kelly Ondo Obiang et sa clique décidaient d'inverser la marche de notre histoire. Bien que ce fût une aventure de pieds nickelés, le ton et le tempo de l'irrationnel étaient donnés.

Nous nous remettons de peu, de cette gageure ubuesque et voilà que la toile la presse et les politicards apocryphes, faisant fi de leur vœu de démocrates, qui nous entraînaient

dans une farandole inquiétante. À croire que ces opposants avaient signé un pacte avec Torquemada. Tous invoquaient l'inquisition. Le bûcher était dressé. Marie Madeleine Mborantsuo, présidente de la Cour constitutionnelle, devait expier, sinon payer de son péché impardonnable: refuser de donner en offrande la vacance de pouvoir. La curie inconséquente la condamna pour apostat.

Pendant ce temps, la horde faite d'Ajeviens et leurs affidés organisaient une véritable bamboula gigantesque. Sous la férule de leur icône. Ceux qui n'avaient pas l'heur, de leur plaire finissaient aux galères. Le Gabon est vraiment béni des dieux. Comment n'a-t-il pas sombré? Après cette vendetta, cette razzia, ce génocide de nos finances publiques. La démesure et l'irrationnel étaient devenus la norme. Ayant érigé le mépris et l'arrogance en vertu. Snobant le petit peuple, par des slogans d'une vacuité

inoüie et outrancière: celui qui boude, bouge. Que la providence et les mânes qui veillent sur le Gabon peuvent s'avérer facétieuses et impitoyables envers les fourbes. Que Faustin Boukoubi se fasse si distant et peu accommodant n'a guère alerté. Comme la discrétion de Madame Lucie Milebou-Aubusson n'a point inquiété. Enivrés du tour pendable joué à Pierre-Claver Maganga Moussavou par le Kevazingogate. Ils entonnaient déjà l'hallali et apprêtaient les chrysanthèmes pour les 3 M. A la suite de la prémonition historique d'Omar Bongo Ondimba, Éric Dodo Bounguenda alertera sur les esprits du PDG. Nous quittons 2019, avec le retour triomphant du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, cela aussi est mémorable et très rassurant.

Teddy Ossey
Chroniqueur